



Déclaration de l'UNSA EDUCATION au CTSD premier degré du 25 janvier 2022

Monsieur le Directeur Académique.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour étudier la carte scolaire du 1er degré à la rentrée 2022.

Hélas les documents préparatoires envoyés aux représentants du personnel ne permettent pas d'avoir une idée complète de la situation dans notre département.

Un groupe de travail « carte scolaire écoles » en amont de ce CTSD aurait permis d'examiner avec plus d'acuité la carte scolaire. En effet, la construction d'un dialogue social passe par une communication transparente avec les organisations syndicales.

A l'UNSA EDUCATION, nous pensons que notre connaissance fine du terrain devrait permettre de réfléchir ensemble aux besoins de notre département. Nous sommes au contact direct avec les équipes enseignantes, avec les AESH, avec les élus, avec toute la communauté éducative, et nous pouvons à ce titre, apporter notre expertise et nos suggestions.

Dans le premier degré, 41 fermetures de poste classe sont prévues pour la rentrée 2022 et la dotation en emplois de 1,5 postes pour le département de l'Aisne n'est pas à la hauteur des enjeux.

Cela ne permet pas l'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement au-delà des dédoublements en GS CP et CE1 (REP et REP+) et de la limitation des effectifs à 24 élèves dans les classes de GS, CP et CE1 hors éducation prioritaire.

Les écoles connaissent des besoins importants même s'ils sont moins visibles immédiatement que les classes : présence d'enseignants spécialisés pour

répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou temps dévolu à la décharge des directions d'école ainsi que l'exercice du droit syndical. Une attention particulière devrait être portée pour les écoles avec une ULIS. L'accueil des élèves handicapés à l'école doit être facilité et l'UNSA EDUCATION a toujours été attaché à l'inclusion quand les conditions d'accueil sont bonnes.

Depuis plusieurs années, nous dénonçons le choix de fragiliser le RASED en supprimant des postes alors qu'ils sont indispensables à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires, qui plus est dans cette période de crise sanitaire. Il est également indispensable de dégager des moyens humains nécessaires à la coordination des PIAL.

L'UNSA EDUCATION rappelle son opposition au profilage des postes dédoublés.

T GRAF